PREMIER MINISTERE

Comité National de suivi de la mise
en œuvre des conclusions du
Sommet Mondial pour le
Développement Social

1602
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

**BILAN DES ACTIONS POUR
LE DEVELOPPEMENT SOCIAL
AU BURKINA FASO**
Rapport National

Février 1999

SOMMAIRE

	INTRODUCTION	4
I	ELIMINATION DE LA PAUVRETE.....	5
I - 1	Les objectifs du sommet de Copenhague en matière de lutte contre la pauvreté.....	5
a -	Dans le domaine de l'enseignement.....	5
b -	Dans le domaine de la santé.....	6
c -	Dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	6
d -	Dans le domaine de l'eau et de l'environnement.....	6
E -	Dans le domaine du logement.....	6
I - 2	Ce qui a été réalisé au Burkina après Copenhague.....	6
I-2.1	La Pauvreté : sa connaissance et la politique de son éradication au Burkina.....	7
	Le concept et la notion de pauvreté.....	7
	La politique nationale de lutte contre la pauvreté.....	7
I-2.2	Bilan dans les secteurs sociaux de base.....	9
a	Bilan dans le domaine de l'enseignement.....	9
b	Bilan dans le domaine de la santé.....	11
-	Assurer l'accès de tous aux services sociaux de base, en s'efforçant en particulier d'en faciliter l'accès aux pauvres et aux personnes vulnérables.....	13
-	Réduire la mortalité infantile, celle des enfants de moins de 5 ans de même que celle liée à la maternité.....	13
-	Éliminer ou enrayer les maladies endémiques.....	14
I-2.3	Bilan dans le domaine de l'habitat.....	17
I-2.4	Bilan dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle..	17
II	CROISSANCE DE L'EMPLOI PRODUCTIF ET REDUCTION DU CHOMAGE.....	19
II - 1	Le cadre institutionnel législatif et réglementaire.....	20
II-1.1	Cadre institutionnel.....	20
II-1.2	Cadre législatif et réglementaire.....	20
II - 2	Bilan des programmes générateurs d'emplois.....	21

- III BILAN DES ACTIVITES MENEES DANS LE CADRE DE L'INTEGRATION SOCIALE..... 25
- III - 1 Dans le domaine de la protection sociale..... 26
 - III-1.1 La protection sociale au niveau collectif..... 26
 - a - En matière de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement..... 26
 - b - En matière de secours d'urgence et de solidarité nationale..... 28
 - c - Secours d'urgence..... 28
 - d - Solidarité nationale..... 29
 - III-1.2 Les structures de protection individuelle..... 29
- III - 2 Dans le domaine de l'insertion socio-économique des groupes vulnérables et défavorisés..... 31
 - III-2.1 Promotion de la femme..... 31
 - III-2.2 En matière de protection de l'enfance..... 32
 - III-2.3 Dans le domaine des personnes défavorisées..... 33
 - Pour les personnes handicapées..... 33
 - Pour les enfants et jeunes de/ dans la rue et détenus..... 34
 - Pour les personnes du troisième âge..... 34
 - Pour les femmes en danger moral..... 34
 - Pour les exclus sociaux..... 34
- III - 3 Bilan dans le domaine de la sécurité humaine, politique et économique (Droits humains)..... 34
 - III-3.1 En matière des droits humains..... 34
 - III-3.2 En matière d'intégration régionale..... 35
- III - 4 Bilan en matière de bonne gouvernance et de développement participatif..... 36
 - III-4.1 En matière de bonne gouvernance..... 36
 - III-4.2 En matière de développement participatif..... 37
- CONCLUSION..... 38

Burkina Faso a mis en place un cadre législatif et réglementaire en matière de droits humains en 1993, un Comité national des droits humains a été créé et a rendu des conclusions (présidé par le Ministre des Affaires Étrangères).

Trois ans après la tenue de cette importante rencontre, il convient de faire un bilan des actions menées et d'appréier les résultats obtenus. Le présent document intitulé "Bilan des actions menées en vue du développement de la démocratie au Burkina Faso", répond à ce souci. Il est articulé autour des mêmes points que le rapport de participation.

- I Elimination de la pauvreté
- II Croissance de l'emploi productif et réduction du chômage ;
- III Intégration sociale.

I ELIMINATION DE LA PAUVRETE

I-1 LES OBJECTIFS DU SOMMET DE COPENHAGUE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Avant d'examiner la politique nationale de lutte contre la pauvreté, il convient de rappeler les objectifs du sommet de Copenhague. Dans le plan d'action du sommet, en son chapitre II : Elimination de la pauvreté ; paragraphe C, point 36, les gouvernements devraient viser les objectifs suivants :

a - Dans le domaine de l'enseignement

- D'ici l'an 2000, assurer l'accès universel à l'éducation de base et faire en sorte que 80 % au moins des enfants en âge de fréquenter l'école primaire achèvent le cycle d'enseignement primaire ;
- Faire en sorte que d'ici à 2005, le taux de scolarisation des filles dans le primaire et le secondaire soit aussi élevé que celui des garçons ;
- Universaliser l'enseignement primaire dans tous les pays avant 2015 ;
- Réduire de moitié au moins par rapport au niveau de 1990, le taux d'analphabétisme chez les adultes.

b - Dans le domaine de la santé

- faire en sorte que d'ici à l'an 2000, l'espérance de vie ne soit inférieur à 60 ans dans aucun pays ;
- D'ici à l'an 2000, ramener le taux de mortalité infantile à 50 pour 1000 naissances vivantes et celui des enfants de moins de 5 ans à 70 pour 1000 ;
- Réduire le taux de mortalité liée à la maternité de moitié par rapport au niveau de 1990 à l'an 2000, puis de nouveau de moitié d'ici à l'an 2015 ;

- D'ici à l'an 2000, assurer à tous les peuples du monde un niveau de santé qui leur permette de mener une vie socialement et économiquement productive, et de veiller à cet effet à ce que des soins de santé primaires soient à la disposition de tous ;
 - Assurer, dès que possible et au plus tard avant 2015, l'accès à la santé en matière de reproduction à toutes les personnes en âge d'en bénéficier ;
 - D'ici à l'an 2000, réduire d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1995, dans 75 % au moins des pays touchés, la morbidité et la mortalité, ainsi que les pertes sociales et économiques dues au paludisme dans les pays en développement, en particulier en Afrique ;
 - Eliminer ou enrayer d'ici à l'an 2000 les maladies graves constituant des problèmes de santé à l'échelle mondiale.
- c - Dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle*
- D'ici à l'an 2000, réduire de moitié par rapport au niveau de 1990, les cas de malnutrition grave ou modéré chez les enfants de moins de 5 ans.
- d - Dans le domaine de l'eau et de l'environnement*
- Assurer de manière durable à toute la population un approvisionnement suffisant en eau salubre ainsi que des services sanitaires adéquats.
- e - Dans le domaine du logement*
- Accroître pour tous les possibilités d'accès à un logement convenable à un prix abordable, conformément aux objectifs définis dans la stratégie mondiale du logement d'ici à l'an 2000.

I-2 CE QUI A ETE REALISE AU BURKINA APRES COPENHAGUE

Après le sommet Mondial pour le Développement Social, notre pays a mené une étude sur "le profil de pauvreté au Burkina Faso". Cette étude, qui a dégagé les caractéristiques de la pauvreté au Burkina, a révélé que près de la moitié de notre population (44,5 %) vit en dessous du seuil de pauvreté estimé à 41.099 francs CFA.

Or, un des engagements des Chefs d'Etat à Copenhague est de "travailler à l'élimination de la pauvreté dans le monde grâce à des actions nationales menées avec détermination et avec l'aide de la coopération internationale". Dans cette optique, le Burkina Faso a adopté, dès octobre 1995, la Lettre d'Intention de Politique de

Développement Humain Durable qui constitue de fait un programme de lutte contre la pauvreté.

Dans le domaine de la pauvreté, le bilan des actions de lutte s'articule autour des points suivants :

- la pauvreté : sa connaissance et la politique de son éradication ;
- bilan dans les secteurs sociaux de base qui sont : l'éducation, la santé, l'habitat et la sécurité alimentaire...

I-2.1 LA PAUVRETE : SA CONNAISSANCE ET LA POLITIQUE DE SON ERADICATION AU BURKINA

La conception d'un plan ou d'un programme de lutte contre la pauvreté suppose au préalable une bonne perception du phénomène aussi bien dans ses causes que dans ses manifestations. Force est cependant de reconnaître que la pauvreté est un phénomène complexe et multidimensionnel, et de fait difficile à analyser.

LE CONCEPT ET LA NOTION DE PAUVRETE

Sans vouloir définir la pauvreté, on peut néanmoins retenir qu'elle est souvent perçue comme un manque d'avoir, de savoir et de pouvoir. En effet, selon le rapport du sommet mondial pour le développement social (1995), la pauvreté se manifeste sous diverses formes : absence de revenus et de ressources productives suffisantes pour assurer les moyens d'existence viables ; faim et malnutrition ; mauvaise santé ; absence d'accès ou accès limité à l'éducation et aux autres services de base ; morbidité et mortalité accrues du fait de maladies ; absence ou insuffisance de logement ; environnement insalubre ; discrimination sociale et exclusion. Une autre caractéristique est que les pauvres ne participent pas à la prise de décision dans la vie civile, sociale et culturelle.

LA POLITIQUE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.

Le fondement d'une politique de lutte contre la pauvreté réside dans une connaissance assez parfaite de l'état de la pauvreté. Comme ci-dessus indiqué, ce préalable a été accompli à travers l'étude sur "Le profil de la pauvreté" réalisée par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) sur la base des résultats de l'Enquête Prioritaire conduite d'octobre 1994 à janvier 1995. Cette étude a permis de révéler les caractéristiques générales de la pauvreté.

Sur la base d'un besoin calorique alimentaire journalier par adulte évalué à 2 283 calories et de la structure des dépenses (alimentaires et non alimentaires) des ménages, le seuil absolu national de pauvreté a été établi à 41.099 F CFA par adulte et par an et le seuil de pauvreté extrême à

31 749 F CFA. L'étude révèle que 44,5 % et 27,8 % des Burkinabè vivent en dessous de ces seuils respectifs. En outre, il ressort que la pauvreté est essentiellement localisée dans les zones rurales : le centre-nord, le sud-est, le centre-sud et le nord sont les plus touchées. La pauvreté touche essentiellement les agriculteurs et particulièrement les agriculteurs vivriers parmi lesquels 51,5 % vivent en dessous de la pauvreté ; les moins pauvres étant les salariés, surtout du public (2,2 %). Elle concerne aussi surtout les ménages polygames, notamment ceux ayant trois femmes ou plus. La pauvreté touche beaucoup plus les ménages dont le chef est un homme que ceux dont le chef est une femme ; cette situation s'explique par le fait que les femmes bénéficient de transferts.

Le degré de pauvreté est lié à la taille du ménage, indépendamment du milieu de résidence. En effet, alors que moins de 10 % des personnes appartenant à un ménage de 1 à 4 personnes sont pauvres, ils sont plus de 30 % à être extrêmement pauvres lorsque la taille du ménage dépasse 13 personnes. En terme de genre, l'étude révèle que malgré leur proportion plus élevée au plan national, les femmes pour l'essentiel sont relativement plus nombreuses dans la pauvreté et les hommes plus nombreux dans la non-pauvreté.

Cette étude sur le profil de la pauvreté au Burkina Faso a contribué à un meilleur ciblage des politiques de développement du pays et des interventions des partenaires au développement.

Par ailleurs, après le Sommet mondial sur le développement social, le Burkina Faso a élaboré en octobre 1995 une Lettre d'Intention de politique de Développement Humain Durable. La finalité de cette lettre est de contribuer à centrer le développement du pays sur le concept de sécurité humaine permettant à chaque burkinabè d'accéder à :

- la sécurité économique liée à l'accès à un emploi rémunérateur et stable ;
- la sécurité sanitaire : accès à moindre coût à des soins médicaux aussi bien préventifs que curatifs ;
- la sécurité alimentaire : accès à une alimentation de base y compris l'eau potable ;
- la sécurité environnementale : liée à la préservation d'un environnement sain ; et
- la sécurité individuelle et politique.

La formulation de cette stratégie traduit la volonté politique de coupler la croissance économique et le bien-être de la population.

La lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable (LIPHD), telle que conçue, constitue un véritable programme de lutte contre la pauvreté pour le Burkina Faso et concrétise sa volonté de

faire du développement humain et social la priorité de l'action gouvernementale. Pour rendre opérationnelle la LIPHD, l'un des premiers actes du Gouvernement a été de procéder à un réaménagement des allocations des ressources internes et externes en mettant l'accent sur les secteurs sociaux (éducation, santé) dans l'esprit de l'initiative 20/20. Le ratio dépenses des secteurs sociaux essentiels sur les dépenses publiques est ainsi passé de 17,1 % en 1995 à 19,5 % en 1997.

I-2.2 BILAN DANS LES SECTEURS SOCIAUX DE BASE

a bilan dans le domaine de l'enseignement

L'analphabétisme est considéré comme l'une des manifestations les plus visibles de la pauvreté. En effet, en ville, les ménages les plus pauvres ont un taux de scolarisation de 45,3 % et les "plus riches" un taux de scolarisation de 74,3 % ; en campagne, les ménages les plus pauvres ont un taux de 18,1 % et les plus riches 60 %. Les pauvres en campagne scolarisent leurs filles deux fois moins que les garçons.

Au regard de ce lien étroit entre scolarisation et pauvreté, l'engagement 6 de la déclaration du sommet mondial pour le développement social visait la réalisation de l'accès universel et équitable à un enseignement de qualité, en contribuant à la mise en valeur optimale des ressources humaines. Dans ce sens, le Burkina Faso s'est fixé comme objectifs à l'horizon 2005 dans la Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable de :

- améliorer l'accès à l'enseignement primaire en portant le taux global de scolarisation de 34 % à 60 % et le taux pour les filles de 30 % à 50 % ;
- réduire les disparités régionales ainsi que les disparités entre zones rurales et zones urbaines à travers des actions spécifiques de rattrapage en faveur des provinces de la Gnagna, du Séno et du Namentenga où les taux moyens dépassaient à peine 10 % ;
- accroître le taux d'alphabétisation pour atteindre 40 % avec un accent particulier dans les zones rurales et plus particulièrement chez les femmes ;
- accroître la fonctionnalité de l'alphabétisation et assurer une meilleure coordination avec les différents partenaires (ONG, projets sectoriels...) ;
- renforcer les enseignements techniques et scientifiques dans les établissements secondaires dans le cadre d'une véritable politique de régionalisation ;

- améliorer la qualité de l'enseignement supérieur en adaptant la formation aux exigences du marché du travail. Cela peut s'accompagner par une politique de décentralisation de certaines filières techniques et scientifiques ;
- assurer le développement quantitatif, qualitatif et la pertinence du système éducatif à tous les niveaux ;
- améliorer le taux de transition du primaire au secondaire et du secondaire au supérieur ;
- promouvoir le développement de l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Pour rendre opérationnels ces objectifs globaux, les ministères en charge de l'enseignement en collaboration avec leurs partenaires ont élaboré des plans de mise en œuvre. Ainsi une Loi d'Orientation de l'Education a été adoptée en mai 1996, et un plan décennal de l'éducation de base 1998-2007 a été élaboré. Sur le plan budgétaire, les dépenses de l'éducation sur celles de l'Etat ont varié de 11,3 % en 1995 à 13,2 % en 1998 ; tandis que la part du Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation passe de 6,8 % à 8,3 % avec une tendance à la hausse de la part des investissements.

En terme de résultats, de nombreux efforts ont été accomplis et ont permis d'accroître l'offre scolaire par :

- la construction de nouvelles infrastructures :

Au niveau du primaire 11 262 salles de classes pour 3 233 écoles en 1995 contre 15 104 classes pour 4 132 école en 1998 ; on dénombre au niveau du secondaire l'ouverture régulières de CEG et lycées depuis 1995 ; (à titre d'exemple, l'année 1998-1999 a vu l'ouverture de 18 CEG, 02 lycées professionnels et 05 établissements d'enseignement technique privés)

- le recrutement et la formation des enseignants : dans les Ecoles Nationales des Enseignants du Primaire (ENEP) dont quatre sont fonctionnelles actuellement, l'évolution des recrutements à été de : 700 en 95/96 et 96/97 ; 1050 en 97/98 et 1400 en 98/99.
- La distribution gratuite des manuels scolaires : 2 496 919 manuels ont été distribués en 1998/99 et constitue la 3^{ème} édition.

Toujours en vue d'assurer l'expansion de l'enseignement de base, de nouvelles approches sont en cours d'expérimentation. Il s'agit des innovations pédagogiques appelées "classes à double flux" et "classes multigrades", qui visent à mieux rentabiliser le personnel enseignant et les infrastructures.

La mise en place de formules d'enseignement novatrices appelées "Ecoles satellites" et "Centre d'Education de Base non Formelle" doit permettre de rapprocher l'enseignement des élèves potentiels, d'accroître les taux de scolarisation et d'alphabétisation, de mieux impliquer les collectivités à l'organisation et à la gestion de ces écoles, de réduire les disparités entre sexes et de rénover les programmes d'enseignement, les langues nationales étant utilisées comme langues d'enseignement les deux premières années.

Cependant, force est de constater que le taux de scolarisation est encore faible et le taux d'alphabétisation en deçà de celui requis, selon l'UNESCO, pour permettre à un pays d'amorcer son développement (40 %). En outre, les disparités inter-régionales et entre sexes persistent.

Les indicateurs au niveau du secondaire et du supérieur demeurent également faibles. Au secondaire, le taux de scolarisation a évolué de 9.66 % à 10.21 % entre 1994/95 et 1995/96. Concernant le supérieur, de 1994/95 à 1995/96, le taux de scolarisation est passé de 0.86 % à 0.96 % alors qu'il était de 0.89 % en 1992/93.

En dépit des efforts multiples en matière d'infrastructures, de ressources humaines, de techniques d'enseignement et de réduction des disparités, le taux de scolarisation était d'environ 40 % en 1997-1998 pour un objectif de 60 % en l'an 2005 et celui des filles 32 % contre 50 %. Celui des garçons est en régression considérable et les effets risquent d'être néfastes sur le taux global si l'on n'y prend garde à temps. Aussi, ces résultats sont en deçà des objectifs du Sommet Mondial qui préconise d'assurer l'accès universel à l'éducation de base d'ici l'an 2000 et l'universalisation de l'enseignement primaire avant l'an 2015. Cependant avec une croissance annuelle moyenne estimée à 2 % par an depuis les 3 dernières années, on peut espérer à l'horizon 2005 améliorer l'accès à l'enseignement primaire en portant le taux global de scolarisation à 60 % et celui des filles à 50 %. A cet égard, les objectifs fixés dans la Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable sont d'actualité et même à revoir et les efforts déployés sont à poursuivre et à intensifier.

b Bilan dans le domaine de la santé

La santé est indispensable à la réalisation de la sécurité humaine et à la promotion du développement humain. Or la situation du Burkina se caractérise par une morbidité et une mortalité élevées. Aussi, la Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable s'est-elle fixée comme objectifs à l'horizon 2005 :

- obtenir un gain de 10 ans au niveau de l'espérance de vie : atteindre 57 ans en 2005 ;

- maîtriser la croissance démographique par une extension des campagnes d'Information d'Education et de Communication (IEC) et une augmentation de la prévalence contraceptive ;
- améliorer l'accès aux services de santé afin de :
 - ramener le taux de mortalité globale et infantile respectivement à 14 et 70 pour 1000 ;
 - réduire la malnutrition sévère et modérée chez les enfants de moins de 5 ans ;
 - réaliser et maintenir le taux de couverture vaccinale à au moins 90 % pour le PEV d'ici l'an 2000 ;
 - ramener le rayon d'accès aux centres de santé et de promotion sociale à 5 Km (actuellement près de 50 % des populations rurales doivent parcourir jusqu'à 30 Km) ;
 - doter les formations sanitaires de base de médicaments essentiels génériques.

Les stratégies pour atteindre ces objectifs sont fondées sur les principes suivants :

- une politique de santé mettant l'accent sur la prévention ;
- un système de cofinancement des soins entre les pouvoirs publics et les communautés locales ;
- une véritable décentralisation des formations sanitaires permettant de garantir la participation des populations et la responsabilisation des collectivités locales ;
- un système d'encouragement du secteur privé à créer des formations sanitaires et des pharmacies.

D'importants efforts financiers sont faits pour réaliser ces objectifs. Le ratio des dotations budgétaires sur les recettes propres en direction du ministère de la Santé et de celui de l'Action Sociale et de la Famille est passé de 6.73 % en 1995 à 8.34 % en 1997. Au niveau de l'Aide Publique au Développement, les décaissements en faveur de la santé de base y compris la santé de la reproduction ont représenté 31.5 % et 47.86 % du total des décaissements respectivement en 1995 et 1997.

En attendant les résultats du recensement général de la population, quelques observations peuvent être faites sur les objectifs que sont :

- **Assurer l'accès de tous aux services sociaux de base, en s'efforçant en particulier d'en faciliter l'accès aux pauvres et aux personnes vulnérables.**

Le Burkina Faso a entrepris un processus de décentralisation de son système de santé. Cela s'est traduit par la création de 53 districts sanitaires (unité opérationnelle la plus décentralisée du système de santé) comprenant un réseau de Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) et gravitant autour de Centres Médicaux avec ou sans antenne chirurgicale (CM/CMA).

Le processus de renforcement des soins de santé primaires est lancé à travers la mise en œuvre de l'initiative de Bamako, la définition d'un paquet minimum d'activité (PMA) au niveau du système de santé de district.

En termes de réalisation d'infrastructures sanitaires, notre pays compte actuellement :

- 02 Centres Hospitaliers Nationaux (CHN) ;
- 09 Centres Hospitaliers Régionaux (CHR) ;
- 30 Centres Médicaux avec Antenne Chirurgicale (CMA) ;
- 38 Centres Médicaux (CM) ;
- 784 Centres de Soins et de Promotion Sociale (CSPS) ;
- 184 Dispensaires ;
- et 17 Maternités.

Avec toutes ces structures, le rayon moyen d'action des formations sanitaires est de 8,5 kilomètres contre 10 km en 1995 ; l'objectif est de 5 km à l'horizon 2005.

Pour assurer la fonctionnalité de ces formations sanitaires, le gouvernement poursuit ses efforts pour la formation de base et continue du personnel de santé. Par ailleurs, des actions de formation dans le domaine de la chirurgie essentielle de districts et de la gestion des districts ont été entreprises.

- **Réduire la mortalité infantile, celle des enfants de moins de 5 ans de même que celle liée à la maternité.**

Concernant le taux de mortalité liée à la maternité, il n'existe pas d'étude récente donnant la situation de la mortalité liée à la maternité. En 1991, le taux était de 566 pour 100 000 naissances. L'objectif fixé par notre pays est de ramener ce taux à 300 pour 100.000 naissances à l'horizon 2000.

Toutefois, un programme de maternité sans risque a été conçu depuis 1992 afin de réduire la mortalité maternelle et promouvoir l'allaitement maternel avec l'appui financier de l'OMS, UNICEF et les hôpitaux amis des bébés.

Par ailleurs le gouvernement a mis en place un système de prise en charge des urgences dont celles obstétricales dans les hôpitaux publics depuis le 1^{er} janvier 1997. Cette mesure peut contribuer à réduire le taux de mortalité maternelle.

Cependant, malgré une légère amélioration entre 1995 et 1996, le taux de mortalité infantile (86 ‰ → 82 ‰) et de mortalité infanto-juvénile (164 ‰ → 158 ‰) restent encore très élevés. On constate également une légère baisse de la mortalité maternelle dans le secteur hospitalier.

De même la couverture vaccinale du pays, malgré les efforts consentis, est en baisse constante depuis 1995.

Ainsi, pour les principales maladies couvertes par le Programme Elargi de Vaccination (PEV), seule la Vaccination Anti Rougeoleuse (VAR) a connu une hausse, comme l'indique la situation ci-après :

- BCG : 78 % en 1995 contre 42 % en 1998
- DPT3 : 47,29 % en 1995 contre 39 % en 1998
- VAR : 56,6 % en 1995 contre 64 % en 1998
- TT2 : 30,26 % en 1995 contre 21 % en 1998

Plusieurs facteurs sont en cause dans cette baisse du taux de couverture vaccinale :

- goulots d'étranglement dans le mécanisme d'approvisionnement occasionnant des délais excessifs de livraison ;
- moyens logistiques du PEV en mauvais état ;
- rythme de formation et de supervision des agents ;
- intégration du PEV dans la politique de décentralisation mal maîtrisée ;
- environnement sanitaire et socio-économique peu favorable à la participation de la population au PEV de routine.
- **Eliminer ou enrayer les maladies endémiques**

Dans le cadre de la lutte contre un certain nombre de maladies endémiques (dracunculose, tuberculose, paludisme, trypanosomiase humaine, onchocercose) des actions ont été menées.

Concernant le **paludisme**, le Burkina Faso a bénéficié d'un financement de l'OMS pour la mise en œuvre du plan d'accélération de la lutte antipaludique. Ce plan a permis entre autres :

- la formation et le recyclage des agents de santé et des agents communautaires ;

- la dotation des formations sanitaires en médicaments d'urgence ;
- l'équipement des laboratoires des centres médicaux avec ou sans antenne chirurgicale ;
- la mise en place de centres d'imprégnation des moustiquaires au niveau des districts sanitaires...

Pour la lutte contre la **tuberculose**, un programme national couvrant la période 1995-2000 a été élaboré. Dans le cadre de ce programme, des médecins chefs de districts ont été formés à la prise en charge des cas. Les formations sanitaires ont été approvisionnées en réactifs de laboratoires et les techniciens de laboratoire ont été formés.

Le nombre de cas de tuberculose déclarés, qui était de 1643 en 1995, est passé à 1764 en 1996 pour redescendre à 1625 en 1997.

S'agissant de la **dracunculose (ver de guinée)**, il existe également un programme national d'éradication en la matière. Le nombre de cas notifiés est passé de 6281 en 1995 à 2477 cas en 1997 et 2334 en 1998.

Pour mesurer le progrès réalisé dans le domaine, il faut se rappeler que le nombre de cas de dracunculose notifiés en 1990 était évalué à 42 000 environ. L'objectif international fixé pour 1995 consistait en l'éradication de cette maladie. Mais n'ayant pas atteint cet objectif, le Burkina Faso a initié un projet de plan de relance de l'éradication du ver de guinée couvrant la période 1998-2001.

Pour la **trypanosomiase humaine**, il existe également un programme national de lutte en la matière. L'objectif est de contrôler de manière à détecter à temps toute recrudescence. Les actions menées consistent en :

- la surveillance épidémiologique active ;
- la surveillance entomologique (capture des mouches tsé tsé) ;
- et le traitement gratuit des malades.

En ce qui concerne la lutte contre l'**onchocercose**, il existe également un programme national. L'objectif est de contrôler la maladie de manière à détecter à temps toute recrudescence. Cet objectif s'inscrit dans le cadre des objectifs du programme OMS/Oncho qui sont :

- libérer les populations des zones agricoles atteintes ;
- aider le pays à maintenir les acquis du programme.

L'onchocercose a été éliminée dans la plupart des bassins. Seuls deux bassins sont toujours touchés. Il s'agit des régions sanitaires de Bobo-Dioulasso (Dienkoa) et de Gaoua (Bougouriba).

D'autres programmes notamment en matière de santé de la reproduction, de MST/VIH-SIDA et d'IEC sont élaborés et mis en œuvre.

Les actions en vue de l'accroissement de l'espérance de vie, de la réduction des taux de mortalité maternelle, infantile et périnatale, de l'élimination des maladies endémiques, en un mot de l'amélioration du niveau de santé des populations ont permis entre autres :

- la promotion de la formation de base et des formations spécifiques des ressources humaines ;
- la mise en œuvre de programmes de lutte contre les maladies endémiques ainsi que d'autres programmes.

Mais en dépit de ces efforts, subsistent des difficultés dont la survenue des épidémies, la faible couverture vaccinale, la qualité de l'accueil et des prestations, les coûts de certaines prestations et ordonnances, la faible disponibilité des ressources humaines et enfin l'absence de données statistiques fiables et permanentes.

Face à ces difficultés, les résultats restent mitigés ; l'espérance de vie reste faible et les prévisions loin des attentes du sommet (qui préconise 60 ans en l'an 2000, alors que le Burkina prévoit 57 ans en 2005). Il en est de même pour les taux de mortalité maternelle et infantile ainsi que les maladies endémiques en particulier le paludisme. De nombreux efforts restent donc à fournir pour rendre accessibles géographiquement, socialement et aussi financièrement les soins de santé. Il s'avère également nécessaire de disposer en permanence de données statistiques fiables dans tous les domaines de la santé, de réviser les objectifs nationaux en conséquence et conformément à ceux du sommet, de repenser la politique sanitaire nationale pour prendre en compte tous les facteurs qui peuvent empêcher l'universalisation des soins de santé primaires d'ici à l'an 2000 tel que recommandé par le sommet.

Concernant les ressources humaines, les indicateurs nationaux sont en deçà des normes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En effet, en 1997 le Burkina Faso comptait un médecin pour 28.903 hts et un infirmier diplômé d'Etat (IDE) pour 6.044 hts contre les normes respectives de 1 médecin/10.000 hts et 1 IDE/5000 hts.

Face à cette situation préoccupante, le Burkina Faso a élaboré un plan d'action de lutte contre les épidémies (1996-2000) et déjà le Fonds National de lutte contre les Epidémies (FONALEP) mis en place est fonctionnel ; de même, l'accroissement des dépenses d'investissement du secteur en cours sera renforcé en vue de passer de 7,2 % actuellement à 14 % à l'horizon 2005.

En attendant, les Etats Généraux de la Santé prévus pour ce trimestre même, apporteront des solutions concrètes aux nombreux problèmes de ce secteur combien sensible.

I-2.3 Bilan dans le domaine de l'habitat

La qualité de l'habitat est un indicateur de bien-être de la société. Au niveau national d'importants efforts ont été entrepris entre 1984 et 1997 pour la promotion de l'habitat, notamment dans les centres urbains comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Sur la période, environ 187 798 parcelles ont été dégagées dans le cadre des lotissements. La crise du logement a poussé l'Etat et ses démembrements à construire des cités. Ainsi entre 1983 et 1995, l'Etat a construit plus de 4000 logements pour un coût total d'environ 21 milliards de F CFA.

Depuis le début des années 90, les opérations de lotissement concernent plus les villes moyennes et secondaires ; l'Etat s'est désengagé de la construction des cités d'habitation. Le secteur privé est encouragé à prendre la relève.

La politique actuelle en matière d'habitat privilégie le secteur privé et porte sur :

- la création de conditions favorables à l'initiative privée ;
- la promotion des matériaux locaux de très bonne qualité et à des coûts réduits ;
- la mise en valeur des terrains déjà lotis ;
- la mise en place d'un système de financement du logement ;
- et l'amélioration des infrastructures d'accompagnement des logements ; ces infrastructures concernent les sources d'énergie, le mode d'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Le processus de décentralisation en cours peut être considéré comme une opportunité pour la résolution des questions de l'habitat avec l'implication des autorités communales. Au demeurant, une politique appropriée de financement reste à définir et à mettre en œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

Malgré les efforts entrepris en matière d'habitat et de logement, force est de constater que les matériaux locaux et les systèmes de financement ne sont toujours pas à la portée de la majorité de la population dont le revenu annuel par personne est estimé à environ 41 000 F CFA. Le problème de logement demeure une préoccupation surtout dans les grandes villes comme Ouaga et Bobo, malgré les multiples actions de lotissement et de viabilisation.

I-2.4 Bilan dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, les points suivants peuvent être évoqués :

- Selon le Plan National d'Action pour la Nutrition (PNAN) d'avril 1997, la situation nutritionnelle dans le pays est dominée par la sous-alimentation chronique, et cela se traduit par une endémicité de la malnutrition protéino-énergétique, des anémies, des troubles dus à la carence en iode, des avitaminoses. En plus de ces carences, il se développe de plus en plus des pathologies de mauvaise alimentation.

En effet, les résultats des enquêtes menées dans le pays montrent que la malnutrition sous toutes ses formes (chroniques et aiguës) et à tous les stades de gravité (léger, modéré, sévère) est omniprésente au Burkina Faso avec cependant une fréquence et une gravité particulière au sein de la tranche d'âge préscolaire et au niveau des femmes comme nous l'indiquent les chiffres suivants.

Pour les enfants de moins de 5 ans, l'enquête démographique et de santé (EDS) de 1993 révèle que :

- 29 % souffrent de sous nutrition chronique dont un tiers environ (11 %) présente une forme sévère ;
- 30 % souffrent d'insuffisance pondérale dont 8 % sont affectés par la forme sévère.

Quant aux femmes, l'enquête révèle que 14 % présentent une déficience énergétique chronique.

La disponibilité alimentaire est aléatoire et varie d'une année à l'autre au gré de la pluviométrie. Alors que le bilan céréalier présentait un déficit de 69.256 tonnes en 1995/96, il était excédentaire en 1996-97 avec un surplus de 47.972 tonnes. Les régions généralement touchées par les déficits céréaliers sont celles du centre, du centre-ouest, du centre-sud, du Sahel, du nord et des hauts bassins.

- Pour améliorer cette situation, le projet sécurité alimentaire et de nutrition (PSNU) a été mis en place depuis 1994, et comme bilan, on peut noter : de la campagne agricole 94-95 à la campagne 97-98, le Projet Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PSAN) a appuyé les activités de 893 Groupements Villageois Féminins (GVF) comptant 29 846 femmes. Ces activités qui couvrent des domaines variés (agriculture, élevage, petit commerce) concourent toutes à l'autosuffisance alimentaire et à l'amélioration de la qualité de vie des bénéficiaires. Le coût financier de cet appui s'élève à 1 378 373 299 F CFA.

- Dans ce même ordre d'idées et afin d'améliorer l'état protéino-énergétique des populations, de nombreux projets spécifiques en matière d'élevage d'animaux à cycle court (volailles, petits ruminants, porc, lapin) pour la consommation familiale ont été développés. Le Programme National Pilote de Développement Laitier (PNPDL) visant l'accroissement de la production laitière et

la stimulation de la consommation du lait à grande échelle est en exécution avec l'appui du FED.

II CROISSANCE DE L'EMPLOI PRODUCTIF ET REDUCTION DU CHOMAGE

En s'engageant "à favoriser la réalisation de l'objectif de plein emploi," les chefs d'Etat et de gouvernement présents à Copenhague entendaient "faire de la création d'emplois, de la réduction du chômage et de la multiplication d'emplois convenablement et suffisamment rémunérés, les éléments essentiels des stratégies et des politiques gouvernementales".

Dans ce domaine, les objectifs étaient de :

- * placer la création d'emplois au centre des politiques et stratégies nationales ;
- * élaborer des politiques visant à accroître les possibilités d'emploi et la productivité dans le secteur rural comme dans le secteur urbain ;
- * proposer un enseignement et une formation permettant aux salariés et aux chefs d'entreprises de s'adapter à l'évolution technologique et économique ;
- * garantir des emplois de qualité, dans le respect des droits fondamentaux des travailleurs ;
- * accorder une priorité particulière, dans l'élaboration des politiques, aux problèmes du chômage et du sous-emploi structurels ;
- * assurer la promotion des femmes et les faire participer à égalité avec les hommes au processus de prise de décisions ;
- * renforcer les moyens de production des membres des groupes vulnérables et défavorisés ;
- * faire en sorte que le travail et l'emploi soient davantage pris en considération et mieux compris.

A ces égards, le Burkina Faso a entrepris des réformes économiques à travers notamment les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), qui ont donné des résultats appréciables sur le plan macro-économique.

Ainsi le taux de croissance est passé de 1,6 % en 1989 et 1990 à 5 % par an en moyenne sur la période 1991-1996.

Malgré cette croissance sur le plan économique, le pays doit faire face à un chômage et à un sous-emploi toujours préoccupants. Pour y remédier, le gouvernement a défini des axes en vue d'asseoir une politique durable de promotion de l'emploi.

Et, comme objectifs, la Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable préconise de :

- porter le rythme annuel de création d'emploi dans le secteur informel du taux actuel de 5 % à 9 % ;
- élever le taux de croissance du même secteur à plus de 11 % l'an ;
- corriger et assouplir la législation en faveur des micro-entreprises ;
- mettre en œuvre des actions spécifiques d'appui et de soutien à l'amélioration de la productivité de la main d'œuvre.

A cet effet, les axes retenus sont la mise en place d'un environnement institutionnel, législatif et réglementaire favorable, ainsi que la mise en œuvre de programmes générateurs d'emplois.

II-1 Le cadre institutionnel, législatif et réglementaire

II-1.1 Cadre institutionnel :

Pour mieux coordonner les interventions en faveur de la création d'emplois, le suivi spécifique du secteur a été confié à un Ministre Délégué.

II-1.2 Cadre législatif et réglementaire

Des efforts sont réalisés pour rendre le cadre législatif et réglementaire favorable au développement du secteur privé et stimuler de ce fait la création d'emplois.

Ainsi le code du travail et le code de sécurité sociale sont en relecture.

On peut noter aussi l'élaboration en 1998 d'un projet de "loi d'orientation pour la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle".

Le projet de loi donne les grandes orientations en matière d'emploi et de formation professionnelle. Il vise à renforcer les relations existantes entre la formation, l'emploi et le système productif national.

Cette loi est le prélude d'une vaste réforme de l'emploi, de l'organisation de la formation professionnelle en vue d'asseoir l'édifice réglementaire et organisationnel nécessaire à cet effet. Elle jette ainsi les bases d'un système national d'emploi et de formation qui repose sur une méthodologie d'ajustement permanent en fonction de la dynamique technologique et économique à court, moyen et long termes et intègre l'établissement d'un cadre de normalisation et de certification des acquis professionnels.

Elle consacre également le Conseil National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle comme l'organe consultatif devant se prononcer sur les questions relatives à la formation professionnelle et à l'emploi, pour lesquelles le Gouvernement requiert son avis.

Toujours concernant le cadre législatif et réglementaire, des dispositions tendant en grande partie à une relecture du cadre juridique de l'entreprise ont été faites en vue d'impulser une réelle promotion des PME, sources de création d'emplois.

II-2 Bilan des programmes générateurs d'emplois

Afin de faciliter la création et le développement d'entreprises, sources d'emplois, en levant les obstacles que rencontrent les petites et moyennes entreprises, des actions ont été entreprises visant à impulser la croissance de l'emploi.

A ce titre, on peut citer :

- La mise en place d'un Programme National d'Appui à la Réinsertion des Travailleurs Déflatés (PNAR-TD). Ce programme vise la réinsertion socioprofessionnelle des travailleurs licenciés pour raisons économiques. A ce jour, plus de 300 projets ont été financés avec près de 700 emplois créés.
- L'Office Nationale de la Promotion de l'Emploi (ONPE), par le biais de formations en direction des demandeurs d'emplois, permet à ces derniers d'acquérir l'expérience tant exigée par les entreprises, assurant ainsi l'embauche de 15 à 20 % d'entre eux.
- La création du Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI) destiné au financement et à l'appui aux actions de promotion des activités du secteur informel. Une centaine de micro-projets ont été financés pour environ 400 emplois permanents et 500 emplois temporaires. Il convient de signaler que l'importance du secteur informel dans la promotion de l'emploi a conduit le Gouvernement à renforcer cette structure en vue de lui permettre de mieux cibler les actions en faveur de ce secteur.

- La création du Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE) en lieu et place du Fonds National pour la Promotion de l'Emploi (FONAPE). Même si le bilan du FONAPE est mitigé, il aura permis la création de 330 emplois permanents et près de 600 emplois temporaires.

Sa transformation après restructuration devra lui assurer plus de pérennité et lui permettre de mieux cibler ses actions.

- la création du Fonds d'Intervention pour l'Emploi (FIE) qui contribuera par un mécanisme de financement approprié à la promotion de l'emploi. Le schéma de financement adopté par le Gouvernement prévoit l'implication de l'Etat (minoritaire), des opérateurs économiques privés (banques, assurances, ...). Ce schéma intègre par palier les structures de financement intermédiaires comme le PNAR-TD, le FAPE et le FASI dans le but de permettre la création d'entreprises plus importantes génératrices d'emplois et de revenus.
- Le gouvernement à travers le Ministère de la Jeunesse et des Sports qui, en partenariat avec la CONFESJES expérimente une méthodologie de formation des jeunes à l'entrepreneuriat. Ainsi, en 1996 deux groupes de 15 jeunes chacun ont été formés à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso et 3 projets ont été retenus pour financement à hauteur de 2,400 millions de francs CFA ; en 1997, deux groupes ont été formés à Fada et Dori et 2 projets ont été retenus pour 1, 640 millions de francs CFA ; en 1998, 2 autres groupes ont été formés et 8 projets ont été soumis pour le financement.
- Les ONG qui, à travers leur assistance technique et financière, contribuent énormément à la formation et à la création de micro-entreprises notamment en milieu rural ;
- De nombreuses associations œuvrent également pour la promotion socioprofessionnelle de leurs membres à travers des formations et des activités visant la création d'emploi. Seulement, ces associations manquent crucialement de moyens pour atteindre leurs objectifs. On peut citer comme exemples l'Association Nationale des Retraités qui souhaiterait assurer des formations aux jeunes, les Associations des chercheurs et demandeurs d'emplois, etc. ;
- Les institutions d'appuis techniques et financiers à la création des PME/PMI telles que :
 - * Le Bureau d'Appui à la Micro-Entreprise (BAME), un projet de la Chambre de Commerce de Bobo-Dioulasso avec l'appui de la Caisse Française de Développement dont les activités consistent en l'appui conseil des promoteurs et en l'appui à la recherche de financement.

- * La Cellule d'Appui à la Petite Entreprise de Ouagadougou (CAPEO) qui appuie, assure la formation et le suivi conseil des promoteurs d'entreprises.
 - * Le Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PAPME), créé en 1995, a pu financer à la date de mai 1997, 77 projets qui ont généré environ 450 emplois permanents et 240 emplois temporaires. Le PAPME a également financé la formation en création d'entreprises de plus de 1000 futurs promoteurs.
 - * FASO BAARA, agence d'exécution des travaux dans le secteur du bâtiment et des travaux publics selon la technique Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO). Cette agence assure également la formation des entrepreneurs et tâcherons et veille à ce que 20 % du volume financier des marchés soit consacré au paiement de la main-d'œuvre. Le nombre d'emplois créés à la fin de la première phase du projet en juin 1996 est de près de 36000 emplois temporaires et d'environ 900 emplois permanents.
 - * Le Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF), une des composantes des six engagements du Chef de l'Etat a été créé en 1990. Depuis, il a contribué, sous forme d'appui financier aux activités des femmes, au financement de 147 547 promotrices individuelles dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du commerce, de la transformation pour un montant total de 3 089 556 700 francs CFA. (résultats au 2 juin 1998).
 - * Le Fonds d'Appui aux Activités Génératrices de Revenus pour les Agricultrices (FAAGRA), aide les femmes dans le financement de micro-projets. A ce jour, 596.561.289 F CFA ont été octroyés à 16.737 agricultrices.
- A ces institutions s'ajoutent un certain nombre de projets dont :
- * L'opération ZANU, dont le lancement officiel est intervenu en janvier 1995, visait l'amélioration des conditions de vie des populations par le biais de l'éradication de l'analphabétisme.
- Pour y parvenir, l'on devait recruter 8 103 Agents Communautaires de Développement (ACD) pour l'ensemble des villages du Burkina. Mais, seulement 1500 ACD et 150 superviseurs ont pu être recrutés, formés et installés dans les villages de 18 provinces. L'opération est actuellement interrompue par manque de financement.
- * Les brigades de production, dont les activités ont consisté à sélectionner 1000 jeunes garçons à qui on a assuré pendant deux ans, une formation pratique en vue de les installer dans leur terroir.

III BILAN DES ACTIVITES MENEES DANS LE CADRE DE L'INTEGRATION SOCIALE

L'intégration sociale peut se définir comme l'ensemble des mécanismes que la société offre à l'individu pour la pleine réalisation de sa sécurité humaine.

Elle couvre des domaines aussi divers que la protection sociale, l'insertion socio-économique des groupes vulnérables et défavorisés, la sécurité humaine, politique et économique, le développement participatif etc...

Le but de l'intégration sociale est d'instaurer une société où chaque individu avec ses droits et ses responsabilités, a un rôle actif à jouer : une telle société doit se fonder sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la diversité culturelle et religieuse, la justice sociale et les besoins spécifiques des groupes vulnérables et défavorisés, la participation démocratique et la primauté du droit.

Au Burkina Faso, l'enracinement culturel des populations et la pratique quasi permanente des vertus de la tolérance constituent les ferments d'une cohésion sociale forte et stable. Les acquis de l'Etat de droit, les progrès enregistrés dans le domaine de la gouvernance et plus particulièrement la politique de décentralisation, ainsi que la longue tradition du développement participatif sont autant d'atouts dans la consolidation d'une intégration sociale tant au niveau local que national.

Le Burkina Faso dispose d'une longue tradition d'entraide et de solidarité qui constitue les valeurs cardinales de la plupart des communautés villageoises et des familles. Ce fort sentiment de solidarité est à la base de l'absence d'exclusion des plus démunis, tout au moins en milieu rural. En milieu urbain, si ces liens de solidarité ont tendance à s'estomper, on rencontre tout de même des formes rénovées d'intégration sociale et de protection, calquées sur les modèles villageois. Il en va ainsi des tontines ou des mutuelles d'entraide qui reposent sur la confiance, l'entente et les interrelations sociales, familiales ou ethniques des différents membres.

Ce bilan fait le point des actions menées dans le domaine de l'intégration et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du sommet mondial pour le développement social.

Il se présente comme suit :

- 1) bilan dans le domaine de la protection sociale
- 2) bilan dans le domaine de l'insertion socio-économique des groupes vulnérables et défavorisés
- 3) bilan dans le domaine de la sécurité humaine, politique et économique

- 4) bilan en matière de bonne gouvernance et de développement participatif

III-1 DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE

La protection sociale est définie comme un ensemble de services et de mécanismes fournis par la société, contre les aléas de la vie qui menacent le bien-être des individus et que ces derniers ne peuvent éviter par leur propre prévoyance ou aptitude particulière.

Le dispositif mis en place est composé de structures publiques et para-publiques et d'institutions privées.

III-1.1 La protection sociale au niveau collectif

a - En matière de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement

Beaucoup d'efforts ont été entrepris en vue d'assurer l'accès de tous aux services sociaux de base, en s'efforçant en particulier d'en faciliter l'accès aux pauvres et aux personnes vulnérables.

Ainsi, outre la mise en œuvre des programmes d'action développés dans le cadre de l'élimination de la pauvreté, on peut retenir les actions spécifiques suivantes :

- Dans le domaine sanitaire :

Des dispositions réglementaires en matière de tarification dispensent les pauvres du paiement des prestations dans les formations sanitaires publiques.

Des mutuelles sanitaires comme alternative de financement des soins de santé ont vu le jour dans certaines régions sanitaires afin d'améliorer l'accessibilité des populations des zones concernées aux formations sanitaires (cas du Houet).

Concernant les femmes et les enfants, leur prise en charge est assurée dans les formations à travers les activités curatives et préventives (consultations prénatales, post-natales, infantiles, vaccination).

Quant aux personnes handicapées, bénéficiaires d'une carte d'invalidité, elles paient les prestations en fonction de leur degré d'invalidité. Ce droit leur est reconnu par les textes relatifs à la tarification des prestations dans les formations sanitaires publiques.

réduction de leur gain, la maternité, les accidents de travail, les maladies professionnelles ou la vieillesse.

De façon générale, la CNSS travaille au renforcement de la justice sociale et à la satisfaction des besoins fondamentaux de ses affiliés.

En plus de ses activités traditionnelles : paiement des pensions (invalidité, vieillesse et décès), couverture des risques professionnels, prestations familiales et maternité, on peut noter les actions menées dans le cadre du programme d'action sanitaire et sociale.

Ainsi de 1996 à nos jours, 3274 familles démunies ont bénéficié d'une aide alimentaire (dons et vivres) ; 30 handicapés ont reçu un don de prothèses ; 22 autres handicapés ont reçu des voiturettes ; 262 jeunes filles ont été formées à un métier (couture, tissage, teinture) et 3 coopératives de production sont fonctionnelles ; 12 associations des "sans emplois" et jeunes chômeurs ont bénéficié d'un soutien financier.

- La Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires (CARFO) prend en compte les fonctionnaires civiles et militaires, les magistrats et leurs ayants cause. Elle offre principalement des prestations de pensions (retraite invalidité, réversion). Grâce à l'application de la Loi n° 47/94/ADP du 29/11/94, tous les fonctionnaires à la retraite avec enfants de moins de 20 ans bénéficient d'une allocation familiale de 17 912 F CFA par an et par enfant.

On note le relèvement des pensions trop basses au niveau du SMIG et la mise en application d'un barème spécial conformément au Décret n° 94/492/PRES/PM/MFPMA/MEFP du 28/12/94.

- Les compagnies d'assurance en nombre croissant offrent des prestations couvrant les incendies, les accidents, les risques divers, et l'assurance vie, etc.
- Des sociétés d'assurance mutuelle sont créées au sein de certaines sociétés d'Etat. (mutuelle de la CNSS, mutuelle de la SONABEL etc).

Le cadre réglementaire en matière de sécurité sociale est régi par les dispositions juridiques suivantes : Loi n° 13/72/AN du 28 décembre 1972 portant code de sécurité sociale, le Code du travail, et la Loi n° 47/94/AD du 29 novembre 1994 portant régime général de retraite des fonctionnaires, militaires et magistrats.

En faveur des personnes handicapées, la mise en œuvre du programme de réadaptation à base communautaire a conduit les autorités à adopter des mesures de discrimination positive : priorité et inscription dans les établissements scolaires et de formation, recul systématique de la limite d'âge réglementaire pour la participation aux concours et examens, etc.

Toutefois, il faut relever que ces avantages ont tendance à s'éroder du fait des coûts sociaux de l'ajustement structurel.

Il reste que, la protection sociale aussi bien dans sa forme collective que individuelle ne couvre que moins de 50 % de la population cible, la plus grande moitié non touchée étant celle des zones rurales. Il faut donc promouvoir davantage l'esprit de solidarité et développer aussi des initiatives en faveur des populations rurales pour une véritable intégration sociale.

III-2 DANS LE DOMAINE DE L'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES GROUPES VULNERABLES ET DEFAVORISES

III-2.1 Promotion de la Femme

La pauvreté touche les femmes de façon assez massive. En effet, elles sont plus concernées par l'extrême pauvreté que les hommes ; elles sont moins alphabétisées, moins scolarisées et sont victimes d'une assez forte mortalité liée à leur fonction de reproduction. Par ailleurs, leur accès aux ressources productives et à la gestion du pouvoir de décision est relativement faible.

La réalisation de l'égalité de genre et la recherche de l'équité entre sexes figurent parmi les grandes orientations poursuivies par le Burkina Faso où les femmes représentent près de 52 % de la population.

En 1991, le Burkina Faso a adopté des stratégies nationales pour le renforcement du rôle de la femme dans le processus de développement, accompagnées d'un plan d'action sur la période 1991-1995. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan d'action un Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF) a été créé en 1991 pour accorder de petits crédits aux femmes non éligibles aux conditions des institutions financières classiques. Pour renforcer cette volonté d'améliorer le pouvoir d'achat des femmes, un Fonds d'Appui aux activités Génératrices des Revenus des Agricultrices (FAAGRA) a été créé en avril 1996.

On notera également la mise en œuvre d'un certain nombre de projets visant l'amélioration du statut de la femme. Il s'agit notamment :

- du projet 1000 jeunes filles (formation pendant 18 mois des jeunes filles en culture maraîchère, alphabétisation, éducation à la vie familiale...);
- du projet réseaux des femmes avec la mise en place de bureaux de promotion des activités féminines dans diverses régions du pays ;
- du projet de promotion de l'éducation des filles qui accorde la priorité aux filles dans l'attribution des bourses au secondaire ;

- du projet Code créé en décembre 1995 et chargé de la vulgarisation du Code des personnes et de la famille. Ce code définit les droits et devoirs des membres de la famille et comporte des dispositions en faveur de la femme et de l'enfant.

Sur le plan juridique, l'Assemblée Nationale a adopté le 13 novembre 1996 une loi (loi n° 043/ADP) interdisant les mutilations génitales féminines au Burkina Faso et un Secrétariat Permanent du Comité National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (CNLPE) a été créé en 1997. La loi portant réorganisation agraire au Burkina Faso adoptée le 23 mai 1996 accorde aux femmes le droit de devenir propriétaire foncier.

Par ailleurs, le nombre de femmes s'est sensiblement accru dans les instances du pouvoir. En effet :

- l'Assemblée Nationale compte 10 femmes Députés sur 111 soit un taux de 10 % ;
- sur les 1700 conseillers municipaux que compte le pays, 147 sont des femmes.

Pour capitaliser ces différents acquis et relever les défis qui demeurent, un Ministère de la Promotion de la Femme (MPF) a été créé en juin 1997 avec pour attribution le suivi et la coordination des actions en faveur de la femme et la promotion des droits de la femme et de la petite fille.

Enfin, malgré les efforts accomplis, il existe encore des contraintes notamment socioculturelles qui entravent la pleine réalisation de la femme dans la société Burkinabè. Mais la généralisation de l'éducation en matière de population et de l'éducation à la vie familiale dans le système scolaire de même que l'intensification des campagnes d'IEC permettront à terme une meilleure harmonie familiale et sociale au Burkina Faso.

III-2.2 En matière de protection de l'enfance

En matière de protection et de promotion de la petite enfance, les actions suivantes ont été menées :

- a) L'organisation en 1997 d'un sommet régional sur la petite enfance. Ce sommet qui a regroupé plusieurs premières Dames des pays d'Afrique et d'Europe a permis une large sensibilisation de l'opinion nationale et internationale sur la situation des enfants et mis l'accent sur la nécessité de prendre des mesures discriminatoires en faveur de ce groupe.
- b) La célébration chaque année de la journée de l'enfant africain. La commémoration de cette journée en 1997 a permis la mise en place d'un parlement des enfants, espace d'expression et de participation de ceux-ci à la prise de décision concernant leur avenir. La journée du 16 juin 1998 a été l'occasion pour le parlement d'élaborer un plan d'action national dont la mise en

œuvre devrait permettre d'améliorer la situation de l'enfance en difficulté.

- c) La création en 1997 d'un fonds national pour l'enfance. Ce fonds doit permettre le financement d'activités génératrices de revenus en faveur de l'enfance en difficulté.
- d) L'élaboration en 1997 du 2^{ème} Plan d'Action National pour la survie, la protection et le développement de l'enfant pour la période de 1997-2000 dont la mise en œuvre nécessite 155947,79 millions francs CFA.
- e) La création d'un secrétariat permanent du comité national chargé du suivi de la mise en œuvre de la convention sur les droits de l'enfant et du plan d'action national de l'enfance.

III.2.3 Dans le domaine des personnes défavorisées

Les personnes défavorisées sont composées des jeunes de la rue, des personnes handicapées, des femmes exclues, des femmes en danger moral etc. Les actions engagées par le Gouvernement en la matière visent à créer les conditions favorables à leur réhabilitation sociale et à leur insertion économique. Ces actions sont :

❖ *Pour les personnes handicapées :*

- L'institution de tarifs préférentiels pour les soins de santé, de transport public, d'éducation et de formation dans les centres et établissements publics,
- L'aménagement de structures adaptées dans les lieux publics,
- L'exonération de taxes et droits de douane sur le matériel et les prothèses utilisés ;
- La mise en place d'un collectif d'associations,
- L'instauration d'une journée nationale et de journées sportives,
- L'adoption d'un programme de réadaptation à base communautaire ;
- La formulation d'une Politique Nationale de Réadaptation à Base Communautaire en 1998.

❖ *Pour les enfants et jeunes de/dans la rue et détenus :*

- L'information et la sensibilisation de la population sur le phénomène ;

- La garantie de l'intégrité physique des enfants contre les détentions préventives abusives et les sévices corporels ;
- La mise en place de tribunaux et de centres pénitenciers adaptés favorisant la réintégration sociale ;
- L'adoption d'une politique de réintégration sociale des enfants et jeunes en situation difficile ;
- La construction de deux quartiers de mineurs dans les centres pénitentiaires de Ouaga et Bobo ;
- ❖ *Pour les personnes du troisième âge* : la mise en place d'un système adéquat et adapté de soins de santé et de mobilisation de leur potentiel d'expériences professionnelles et de participation active au développement du pays ;
- ❖ *Pour les femmes en danger moral* : la formulation d'un programme en 1997 suite aux recommandations du Forum National sur l'exclusion sociale ;
- L'appui à la reconversion dans un métier rémunérateur,
- L'information, l'éducation et la sensibilisation aux risques de MST/SIDA, à l'hygiène du milieu ;
- La prise de mesures coercitives d'application des textes réglementant la production et l'importation de périodiques, de revues, journaux et cassettes vidéo incitant à la prostitution et à la débauche ;
- ❖ *Pour les exclus sociaux* : L'élaboration et la mise en œuvre en 1997, d'un programme d'appui à la réinsertion des personnes exclues en 1997.

III-3 BILAN DANS LE DOMAINE DE LA SECURITE HUMAINE, POLITIQUE ET ECONOMIQUE (DROITS HUMAINS).

III-3.1 En matière des droits humains

Les droits humains et le développement sont intimement liés. Le développement doit servir l'homme et il ne peut y avoir de développement humain durable sans droits humains.

Si l'on se réfère aux antécédents historiques de notre pays, on peut noter que les droits de l'homme ont connu une évolution positive. On est passé des régimes d'exception à un régime constitutionnel qui offre un

meilleur cadre d'expression des droits humains. A ce titre, les acquis les plus importants qui peuvent être mentionnés sont les suivants :

- La mise en place de toutes les Institutions prévues par la Constitution dont :
 - le Conseil Economique et Social qui constitue un cadre efficace de concertation et de dialogue démocratique entre décideurs et acteurs ;
 - l'Assemblée Nationale et la chambre des Représentants siègent normalement ;
 - le Médiateur du Faso qui contribue remarquablement à l'amélioration du climat social et à la stabilité.
- L'organisation d'élections municipales (95), législatives (97) présidentielles (98) ;
- L'existence au Burkina d'une presse libre et indépendante ; le paysage médiatique compte de nombreux journaux, et radios privés ;
- la société civile dynamique compte de nombreuses Associations et Organisations Civiles qui participent activement à l'enracinement de la Démocratie.

III-3.2 En matière d'intégration régionale

L'une des lignes directrices de la politique Burkinabè est de faire du Burkina Faso un carrefour Ouest-africain : du point de vue géographique, le Burkina Faso constitue une plaque tournante dans la région Ouest-africaine, un passage obligé pour les autres pays sahéliens pour leur accès à la mer. Ouagadougou abrite également le siège d'un nombre relativement important d'organismes régionaux ou sous régionaux. L'UEMOA constitue l'un des enjeux majeurs de la politique extérieure définis par le Gouvernement.

Ainsi donc :

- le Burkina a signé le 15 octobre 1993, le texte d'harmonisation du droit des affaires, des systèmes de sécurité sociale et de réglementation d'assurance entre les zones francs
- dans le cadre de la stratégie d'intégration de l'UEMOA, le Burkina participe à la surveillance multilatérale des politiques budgétaires et fiscales, le droit des affaires, etc....

Aussi un Tarif Extérieur Commun (TEC) est adopté.

Sur le plan intérieur, l'expression de la politique gouvernementale en la matière s'exécute à travers le Ministère de l'Intégration Régionale qui en assure la coordination.

Depuis 1995, un effort considérable de plaidoyer, d'information et de sensibilisation est développé en direction des couches socioculturelles nationales et étrangères, des autorités coutumières et religieuses.

En terme de résultats, on assiste à :

- l'adhésion des populations aux idéaux de l'Intégration Régionale,
- la mise en place, malgré quelques difficultés, des règlements et directives relatifs aux libertés (libre circulation des biens, personnes), la paix sociale,
- la création d'une structure de coordination devant servir d'interface entre la base des communautés et les autorités du pays.

On constate que beaucoup d'actions ont été réalisées dans le sens de la promotion des droits humains. Mais les droits humains étant par excellence l'accès par tous aux services sociaux de base, à un emploi rémunérateur, aux crédits et l'appartenance à une communauté de base, le fossé entre ce qui est fait et la réalité reste encore considérable. C'est pourquoi l'Etat de droit qui se bâtit au Burkina Faso est un processus visant plus de justice dans la répartition des richesses et la garantie des droits politiques, économiques et sociaux de tous les Burkinabè.

III-4 BILAN EN MATIERE DE BONNE GOUVERNANCE ET DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF

III.4.1 En matière de bonne gouvernance

Perçue comme un modèle de développement qui met la personne au centre de ses préoccupations, la bonne gouvernance se donne pour objectif principal la création d'un environnement donnant à chacun et à chacune la sécurité économique, politique, alimentaire et social. Dans ce cadre, le gouvernement s'attelle à la mise en place de l'ensemble des mécanismes et méthodes permettant une gestion efficace et transparente des affaires de l'Etat. Un plan national de bonne gouvernance vient d'être adopté et les textes portant création et fonctionnement de ses organes de gestion sont en élaboration. Il est encore trop tôt pour parler de bilan, mais le gouvernement est confiant que sa mise en œuvre améliorera les prestations des travailleurs dans tous les domaines.

III.4.2 En matière de développement participatif.

Depuis le début des années 1970, l'Etat Burkinabè a cherché à impliquer davantage les populations dans le processus de développement. A cet effet, plusieurs approches ont été initiées et mises en œuvre, notamment dans les domaines du développement rural intégré, la gestion des terroirs, l'auto développement, et l'auto promotion. Au niveau opérationnel le Programme Populaire de Développement (PPD) 1984-1985 a été initié et mis en œuvre et les résultats ont servi à l'élaboration des plans Quinquennaux de Développement Populaire (1986-1990, 1991-1995).

En appui aux efforts de l'Etat, depuis 1995, les ONG ont su mobiliser les populations à la base pour réaliser de nombreux projets de développement (construction d'écoles, de dispensaires, de points d'eau...)

Divers projets et programmes visant le financement de micro projets à la base mobilisent les populations et sont mis en œuvre avec l'appui des partenaires au développement :

- le projet d'appui multisectoriel au gouvernement financé par le Royaume de Belgique.
- le projet Système d'Appui aux Initiatives de Base (SAIB) financé par le PNUD le programme BIT/ACOPAM, etc....

Par ailleurs, dans le sillage du processus de démocratisation en cours, de nouvelles orientations ont été données au contenu du développement participatif afin d'ancrer la démocratie à la base. Ainsi, un processus de décentralisation a été initié et se met progressivement en place depuis la création en 1993 d'une Commission Nationale de Décentralisation (CND), conçue en tant qu'organe d'impulsion du processus démocratique de développement local.

La mise en œuvre du programme triennal (1993-1996), a permis le renforcement des trente trois (33) communes de plein exercice. Pour exécuter son programme, la CND dispose d'un certain nombre d'instruments dont le Fonds de Démarrage des Communes (FODECOM) créé le 15 février 1996 et appelé à être remplacé par le Fonds d'Investissement Communal (FICOM).

En septembre 1998, l'Assemblée Nationale a adopté le Texte d'Orientation de la Décentralisation (TOD) qui parachève le cadre législatif et réglementaire du processus entamé.

Les acquis positifs de la démarche participative sont réels. L'approche participative a été formatrice pour les populations. Elle leur a permis d'avoir une meilleure connaissance de leur milieu avec ses contraintes et ses potentialités.

Certains projets, grâce à la qualité de leurs animateurs, ont permis l'émergence de l'expertise villageoise. Enfin, les efforts déployés ont

engendré un tissu dense et dynamique de mouvements associatifs s'appuyant sur un fort courant de partenariat entre les communautés et les services techniques. Il persiste toutefois, un certain nombre de blocages.

CONCLUSION

Le Burkina Faso est convaincu et conscient de l'importance et de la pertinence du développement des secteurs sociaux pour le bien être des populations. C'est pourquoi, le développement humain durable et la sécurité humaine, plus que de simples concepts théoriques sont la finalité même des programmes et projets de développement.

Depuis 1991, le pays s'est efforcé à créer un contexte politique, un climat social et un cadre économique favorable au développement des secteurs sociaux. Ainsi, le processus de démocratisation se consolide et la paix sociale dont jouit le pays est indéniable. Sur le plan économique, les mesures de stabilisation et de restructuration économique ont permis de placer le Burkina Faso sur le sentier de la croissance, avec des taux de croissance réels situés autour de 5 % depuis 1994.

De 1995 à 1998, d'importants efforts ont été accomplis en termes de réflexion, de conception et aussi de réalisations. Sur le plan politique, le pays a réussi une transition vers un état de droit à travers la mise en place et le fonctionnement des institutions démocratiques, l'organisation des élections à tous les niveaux, la mise en œuvre d'actions en direction du renforcement de la bonne gouvernance et la politique de décentralisation.

Sur le plan social et participatif, on note l'existence d'une société civile dynamique à travers le développement des ONG, Associations et Organisations des communautés de base, du pluralisme syndical et médiatique.

Enfin sur le plan économique on peut noter la mise en place d'un climat favorable au développement de l'entreprise privée et la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel en vue d'assainir et favoriser la croissance économique.

Cependant, le niveau de l'Indicateur de Développement Humain (IDH) du Burkina montre que les efforts accomplis sont certes louables mais le rang occupé par le Burkina Faso dans le rapport mondial du PNUD sur le développement Humain n'a guère varié. Cette situation interpelle aussi bien les autorités et les communautés nationales que les partenaires au développement sur l'importance des efforts qu'il reste à faire.

En effet, la promotion des secteurs sociaux se trouve toujours confronté aux problèmes d'infrastructures, de ressources humaines, ainsi qu'à la faiblesse des revenus des populations et l'influence des programmes économiques. Aussi est-il nécessaire d'entretenir les concertations entre acteurs en vue d'adapter constamment les stratégies tout en maintenant les efforts déjà fournis.

En outre, les efforts et la volonté politiques permanents sont nécessaires pour parfaire la démocratie et renforcer les acquis que sont la lutte pour l'égalité et l'équité, la lutte contre l'impunité, la promotion de la transparence, des libertés d'action et d'expression.